

---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

CINQUIÈME SESSION

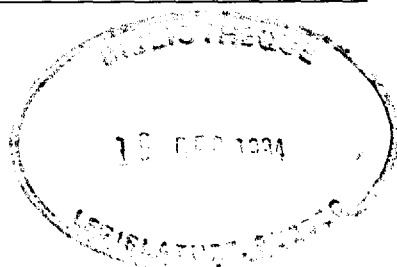
• TRENTE-DEUXIÈME LÉGISLATURE

Projet de loi 25

## **Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal**

---

**Présentation**



**Présenté par  
Madame Pauline Marois  
Ministre de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu**

---

**Éditeur officiel du Québec  
1984**

#### NOTES EXPLICATIVES

*Ce projet de loi a pour objet de régulariser le mode de capitalisation du Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.*

*À cet égard, il prévoit l'approbation, rétroactivement au 1<sup>er</sup> janvier 1984, de la modification relative à ce régime, telle qu'annexée à l'entente conclue le 22 août 1984 entre la Communauté urbaine de Montréal et la Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal Inc.*

*Ce projet détermine en outre les contributions que devra verser la Communauté urbaine de Montréal ou le mode de fixation de ces contributions.*

*Il permet par ailleurs l'amortissement des déficits actuariels consolidés au 1<sup>er</sup> janvier 1986 sur une période de 25 ans.*

# Projet de loi 25

## **Loi sur le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal**

LE PARLEMENT DU QUÉBEC DÉCRÈTE CE QUI SUIT:

**1.** La modification relative au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, telle qu'annexée à l'entente conclue le 22 août 1984 entre la Communauté urbaine de Montréal et la Fraternité des policiers de la Communauté urbaine de Montréal Inc., est réputée être approuvée conformément à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes (L.R.Q., chapitre R-17) depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1984.

Le présent article ne peut avoir pour effet d'obliger un prestataire à rembourser une somme payée avant le (*indiquer ici la date d'entrée en vigueur de la présente loi*) conformément au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal.

Il ne peut non plus avoir pour effet de soustraire le Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal de l'application de la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

**2.** Est ratifiée l'entente conclue le 14 juin 1979 entre la Communauté urbaine de Montréal et la Ville de Montréal, pourvoyant au transfert au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal de certaines créances de rentes et prestations établies en vertu du Régime de rentes de l'Association de bienfaisance et de retraite de la police de Montréal, ainsi que des actifs s'y rapportant.

**3.** La contribution que la Communauté urbaine de Montréal doit verser à la caisse du Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal est établie comme suit:

1° pour l'année 1984:

a) au titre des services effectués au cours de cette année, une contribution égale à 273% des contributions salariales;

b) aux fins de l'amortissement des déficits actuariels, une contribution spéciale de 7 052 600 \$, payable avant le 31 décembre 1984;

2° pour l'année 1985:

a) au titre des services effectués au cours de cette année, une contribution égale à 286% des contributions salariales;

b) aux fins de l'amortissement des déficits actuariels, une contribution spéciale de 7 052 600 \$, payable mensuellement à raison de  $\frac{1}{12}$  de ce montant;

3° pour l'année 1986 et chaque année subséquente:

a) au titre des services effectués au cours de chacune de ces années, une contribution déterminée selon une méthode d'évaluation comportant notamment la projection des salaires jusqu'à l'âge normal de la retraite et l'allocation, à une année de participation ou de services, de la valeur totale des créances de rentes et prestations relatives à cette même année de services ou de participation, cette méthode devant être conforme à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes;

b) aux fins de l'amortissement du déficit actuariel consolidé au 1<sup>er</sup> janvier 1986 et estimé suivant la méthode visée au sous-paragraphe a du présent paragraphe, une contribution spéciale permettant de capitaliser ce déficit au moyen de montants d'amortissement égaux devant être versés mensuellement au cours de la période comprise entre le 1<sup>er</sup> janvier 1986 et le 31 décembre 2010.

**4.** La Communauté urbaine de Montréal doit, au plus tard le 31 janvier 1985, fournir à la Régie des rentes du Québec un rapport de l'actuaire du régime contenant les renseignements prévus à l'article 15 du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes (R.R.Q., 1981, R-17, r.1); ce rapport porte notamment, pour les fins du sous-paragraphe a du paragraphe 3° de l'article 3, sur l'année 1986 et doit déterminer la contribution spéciale visée au sous-paragraphe b du paragraphe 3° de ce dernier article.

**5.** Tout déficit actuariel, autre que le solde du déficit visé au sous-paragraphe b du paragraphe 3° de l'article 3, relatif au Régime de rentes des policiers de la Communauté urbaine de Montréal, déterminé dans un rapport exigible en vertu de l'article 15 ou 28 du Règlement général sur les régimes supplémentaires de rentes et produit subséquemment à celui visé à l'article 4, doit être évalué et amorti conformément à la Loi sur les régimes supplémentaires de rentes.

**6.** La présente loi a effet indépendamment des dispositions des articles 2 et 7 à 15 de la Loi constitutionnelle de 1982 (annexe B de la Loi sur le Canada, chapitre 11 du recueil des lois du Parlement du Royaume-Uni pour l'année 1982).

**7.** La présente loi entre en vigueur le (*indiquer ici la date de la sanction de la présente loi*).